

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le secteur de la santé et de l'action sociale subit une restructuration totalement mortifère tant pour les usager.e.s que pour les salarié-es.

La réduction drastique du nombre de lits à l'hôpital, couplée au non-développement du réseau de ville entrave dangereusement l'accès aux soins. Les foyers de l'enfance ne sont aujourd'hui plus en capacité d'assurer leurs missions auprès de leur public cible (enfants et familles en grande difficulté sociale). Les personnes en situation de handicap et les personnes âgées subissent, quant à eux, une véritable maltraitance institutionnalisée...

Les établissements de la Fonction Publique Hospitalière et les structures non lucratives ayant mission de service public sont mis en faillite. Dans ce marasme historique, seul le secteur lucratif prospère.

Ce sont bien les choix politiques qui sont à l'origine de nos difficultés : les financements sont insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de nos établissements et la couverture des besoins de la population. La pénurie de personnel est organisée (manque d'anticipation sur le besoin en formations qualifiantes, conditions de travail insupportables, salaires insuffisants, budgets insuffisants) et sert d'argument à la casse des services publics et à la baisse de ce qu'ils appellent le « coût du travail ».

La volonté du gouvernement est bien de poursuivre le transfert d'un maximum d'activités vers le secteur lucratif sans prendre leçon du scandale ORPEA qui a mis en lumière, sans détour, les pratiques de ce secteur qui défend l'intérêt des actionnaires au détriment de l'intérêt général.

Les difficultés des services d'urgences induites par les fermetures de lits hospitaliers partout en France démontrent la gravité de la situation et le cynisme des décideurs en place.

Face à l'aggravation des réalités de notre secteur dans tous les champs d'activité, la fédération CGT de la santé et de l'action sociale, œuvre pour le développement d'une mobilisation à la hauteur de la situation.

l'USD CGT SAS 38 appelle à la grève et à la mobilisation le 22 septembre 2022, partout ou cela sera possible sur le département.

La CGT revendique :

- **augmenter tout de suite les rémunérations des agents par une revalorisation du point d'indice de 10%, et revaloriser les indemnités pour travail de nuit, week-end et jours fériés,**
- **Embaucher immédiatement du personnel qualifié, titulariser immédiatement les quelques 250 000 contractuels dans la fonction publique hospitalière et augmenter le nombre de place dans les écoles de formations,**
- **Rouvrir les services et les lits fermés dans le cadre des économies et de la pandémie et Réouvrir les hôpitaux de proximités avec des services de médecine, des urgences et des maternités,**
- **Créer des centres de santé publics partout où il existe des déserts médicaux,**
- **Abroger toutes les lois « santé » depuis 2009, qui rendent le établissements public de santé et du médico-social des services marchands et notamment la tarification à l'acte (T2A).**
- **Donner des moyens financier aux hôpitaux en augmentant l'Ondam du PLFSS,**

Pour financer cela, de l'argent il y en a beaucoup même !! Mais pas dans les bonnes poches !!

- **Les hôpitaux publics paient 4 milliards de taxe sur les salaires à l'Etat par an. En étant exonérés, ils pourraient recruter 100 000 personnes.**
- **en récupérant annuellement les 80 milliard d'euros de fraude fiscale,**
- **En arrêtant les cadeaux fiscaux aux entreprises qui se montent à 21 milliard d'euros par an depuis 2007,**
- **En réformant le calcul de l'impôt sur le revenu (3,5 milliards d'euros),**
- **En conditionnant les aides publiques aux entreprises privées (150 milliard d'euros).**